

A Libreville

Des quartiers entiers à la merci des gangs

AEE

Libreville/Gabon

L'INSÉCURITÉ à Libreville a atteint des proportions inquiétantes, au point que des quartiers entiers seraient devenus de véritables sanctuaires pour des gangs qui y dictent leur loi. Des zones où parfois des éléments des forces de sécurité hésitent à mettre les pieds, de peur de se faire agresser.

Nous avons pu passer en revue cet univers au cours d'une patrouille nocturne d'infiltration, il y a quelques mois, avec une unité d'agents des forces de sécurité.

Les quartiers que nous avons parcourus sont PK6, PK7, Cocotiers, Sotega, La Peyrie, Derrière-l'école normale vers la zone dite Alalango... Même constat un peu partout: à tout moment de la journée ou de la nuit, c'est l'ordre de la pègre qui règne.



Photo : Abel Eyeghe

L'axe Pk6-PK7, une zone redoutée par les populations, surtout à la nuit tombée.

« Les bandits qui opèrent à visage découvert dans ces zones sont des jeunes, pour la plupart âgés de moins de 30 ans. Le plus souvent sous l'effet des drogues, ces enfants armés de couteaux et de machettes sont très agressifs. Il ne faut jamais opposer une quelconque résistance face à leur menace, au risque de vous faire transpercer la peau », avise un agent des forces de sécurité prenant part à la patrouille.

Un habitant du quartier Alalango, victime d'un braquage en pleine journée témoigne: « Alalango est

devenu un quartier de non-droit, où la drogue se vend et se fume ouvertement. Et c'est ce trafic de drogue qui est à l'origine du grand banditisme que nous enregistrons ici. Les cas d'agression se comptent par dizaine chaque jour sur les habitants de ce quartier. La police ne patrouille jamais ici. A plusieurs reprises, nous les avons interpellés sur ce phénomène d'insécurité, mais rien à faire. Elle reste aphone. Nous ne savons plus de quel côté nous tourner. »

En l'espace d'un an, deux agressions mortelles à



Photo : Abel Eyeghe

La capitale Libreville devient chaque jour un peu plus dangereuse.

l'arme blanche ont été enregistrées au même endroit à Alalango. Des meurtres ayant souvent un lien avec la consommation de la drogue. Les habitants de ces quartiers livrés à eux-mêmes, ne savent plus à quel saint se vouer.

C'est également le cas de ceux des PK6 et PK7, qui interpellent les forces de sécurité et de défense sur

ce phénomène. Et un habitant du PK6, décontenancé, de s'interroger: « on serait même tenté de penser que ces bandits sont au-dessus des policiers. Nous sommes abandonnés. Les vols à la tire, les braquages et autres agressions se font de jour comme de nuit par des jeunes bien identifiés, et on ne comprend pas pourquoi ils ne sont pas arrêtés par

les forces de sécurité. Pourquoi n'organisent-elles pas des patrouilles pour mettre un terme à ce phénomène d'insécurité grandissant dont ils sont bien au courant dans les PK. A quoi servent finalement tous ces agents de police recrutés ? » Certains riverains pensent que ces quartiers sont négligés par les forces de l'ordre, les accusant de choisir plutôt des zones moins dangereuses pour effectuer leurs patrouilles. D'autres croient, comme on peut entendre ce compatriote l'affirmer: « les agents des forces de l'ordre auraient peur de s'aventurer dans les dédales de ces sanctuaires, de peur de se voir régler des comptes par ces jeunes sans état d'âme. » Ce que ne semble pas partager un responsable d'une unité mobile de police, qui assure que ses collaborateurs, bien qu'en nombre réduit, font du mieux qu'ils peuvent pour traquer les délinquants de tous bords qui écument les quartiers de Libreville.

Trois questions au ministre de l'Intérieur

Lambert Noël Matha : " Il n'existe dans notre pays, aucune zone de non-droit "

Propos recueillis par Issa IBRAHIM & Styve Claudel ONDO MINKO

Libreville/Gabon

L'union. Monsieur le ministre, sur une échelle de 0 à 5, comment appréhendez-vous l'ensemble des mesures et autres services de prévention actuellement mis en place pour garantir la sécurité des habitants de Libreville et sa périphérie ?

Lambert-Noël MATHA : la problématique sécuritaire est un phénomène mondial, surtout avec les nouvelles et multiples formes de menaces comme le terrorisme. Les efforts dans ce domaine sont faits certes, mais avec ces menaces d'un genre nouveau, cela nous amène à nous surpasser. Ces mesures doivent quotidiennement être revisitées pour les adapter au contexte mondial. Nous ne pouvons donc pas, a priori, nous auto satisfaire, dès lors que la lutte contre l'insécurité est un combat de tous les jours. En matière de sécurité, "les jours se suivent mais ne se ressemblent pas". Ces mesures s'inscrivent dans une approche d'anticipation pour parer à toute éventualité et dans un souci de résolution rapide (traitement) lorsque des faits surviennent. Le risque zéro n'existe pas. Il appartient donc aux citoyens d'apprécier ce que nous faisons et de nous noter, dans le cadre de cette mission régaliennne dont les résultats sont modulables en fonc-

tion des périodes et des moyens dont nous disposons. Je dois dire qu'en la matière, nous devons redoubler d'efforts, en raison de nouvelles menaces.

Parmi les causes alimentant fortement l'insécurité, il y a en bonne place le trafic de drogue, qui semble prendre des proportions inquiétantes. L'administration dont vous avez la charge dispose-t-elle d'un plan d'actions spécifique destiné à lutter efficacement contre les réseaux de dealers ?

Face à l'ampleur du phénomène, le gouvernement, sous les hautes instructions de Monsieur le président de la République, chef de l'Etat, chef suprême des Forces de défense et de sécurité, s'emploie à combattre ce phénomène qui touche de plus en plus les jeunes, aux moyens de deux approches. À savoir, la sensibilisation et la répression.

Au niveau de la sensibilisation, les cibles sont les établissements scolaires et les églises (à leur demande) sur toute l'étendue du territoire. Dans le même ordre d'idées, des séminaires sont régulièrement organisés par la Brigade anti-criminalité (BAC) à l'endroit des jeunes. Vous êtes comme moi témoins de la déperdition de notre jeunesse, qui se matérialise par l'usage des "kobolos" et du chanvre indien, les violences en milieu scolaire et la forte consommation d'alcool dans les bars. Les différentes enquêtes nous démontrent que les jeunes sont majoritairement impliqués dans les différents cas de saisie et d'incidents commis sous l'emprise de ces drogues.



Photo : D.R

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Lambert Noël Matha.

Au plan opérationnel, plusieurs actions sont régulièrement organisées sur toute l'étendue du territoire national. A titre d'exemple, la dernière en date dénommée "Opération Yamba", qui a eu lieu en octobre et novembre 2017, a donné les chiffres suivants :

61 personnes interpellées pour 54 hommes et 7 femmes dont 9 mineurs.

Des 61 personnes déférées, 48 ont été placées sous mandat de dépôt et 13 laissées en liberté provisoire. Dans cet échantillon, 56 personnes interpellées sont des Gabonais.

386,959 kilogrammes de cannabis ont été saisis pour une valeur marchande de 34.181.500 francs cfa.

5.177 comprimés de Tramadol, plus connu sous le vocable de Ko-

bolo, ont été saisis pour une valeur marchande de 1.284.500 francs cfa.

A ce niveau, notre objectif est de traquer les dealers et les consommateurs par tous les moyens dont nous disposons.

Certaines indiscretions faites par des Officiers de police judiciaire (OPJ) évoquent l'existence des zones de non-droit à Libreville. Ces quartiers dits extrêmement dangereux. Le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique entend-il mettre en branle une stratégie visant à faire que la peur change de camp ?

Il n'existe dans notre pays, aucune zone de non-droit. Libreville, comme les autres agglomérations, est confrontée à l'insécurité ; notre Département en est conscient. Il se pose plutôt un problème de ratio. Il s'agit pour nous d'accroître les effectifs pour atteindre les standards internationaux dans l'adéquation nombre de policiers et la démographie.

Et nous avons été instruits à propos récemment encore par le président de la République, dans sa réponse aux Forces de défense et de sécurité à l'occasion des vœux du Nouvel An. Les efforts sont donc faits dans ce sens, afin que toutes les villes soient quadrillées.

Oui, nous avons une stratégie que je ne saurais vous dévoiler. Mais là encore, la police a besoin de l'aide de la population pour dénoncer les faits en temps et en heure. Il nous faut consolider le lien entre la police et sa population pour plus d'efficacité.